

Interview de Staline

(28 juin 1935)

Romain Rolland

<https://mltoday.com/from-the-archives-1935-interview-of-stalin-by-romain-rolland/>

Cette interview de Staline par le célèbre écrivain français Romain Rolland a plus de 80 ans,. Elle met en lumière un certain nombre de caractéristiques importantes de la vie en Union soviétique. Par exemple, Staline fait remarquer qu'un grand nombre de contre-révolutionnaires étaient entrés illégalement en Union soviétique pour assassiner les dirigeants soviétiques. Beaucoup d'entre eux ont été capturés et la majorité d'entre eux ont été fusillés. Ces contre-révolutionnaires venus de l'étranger ont été rejoints par des réactionnaires internes. Il y avait également de petits groupes de jeunes enfants qui étaient incités par des adultes à attaquer des travailleurs de choc, et l'Union soviétique a été obligée d'abaisser l'âge de la responsabilité pénale pour effrayer ces enfants et les détourner des activités criminelles.

Cependant, la partie la plus intéressante de l'interview concerne la déclaration de Staline selon laquelle il peut parfois y avoir des positions différentes entre l'URSS en tant qu'État socialiste et celle d'un parti communiste dans un pays capitaliste. Staline prend l'exemple du pacte d'assistance mutuelle que l'Union soviétique a signé avec la France en 1935, dirigé contre les puissances fascistes. Staline fait remarquer que cela ne signifie pas que le parti communiste français, qui n'était pas au pouvoir, doit changer sa position contre le gouvernement capitaliste français, puisque rien n'empêchait le gouvernement français d'utiliser des armes contre les travailleurs français.

On pourrait également appliquer cette position à la situation de juin 1940, lorsque la majeure partie de la France était occupée par l'Allemagne nazie. Bien que le pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne soit toujours en vigueur, cela ne signifie pas que le PC français n'aurait pas dû organiser le peuple français pour lutter contre l'occupation nazie. En effet, après la guerre, la bourgeoisie française de Charles de Gaulle a critiqué le PC pour ne pas avoir lutté contre l'occupation allemande avant l'attaque de l'Union soviétique en juin 1941.

Enfin, Staline clarifie également l'histoire des "datchas de Staline". Il précise que lui et les autres dirigeants soviétiques ne possédaient pas leurs propres datchas, mais que certaines datchas étaient allouées à leur usage par le gouvernement soviétique.

George Gruenthal, 2017

INTERVIEW STALINE 1935

Staline : Je suis heureux de parler au plus grand écrivain du monde.

Romain Rolland : Je regrette beaucoup que ma santé ne m'ait pas permis de visiter plus tôt ce grand monde nouveau, dont nous sommes tous fiers, et sur lequel nous avons fondé nos espoirs. Avec votre permission, je voudrais vous parler en ma double qualité de vieil ami et sympathisant de l'U.R.S.S., et de témoin de l'Ouest, observateur et confident des jeunes et des sympathisants de France.

Vous devez savoir ce que représente l'U.R.S.S. aux yeux de milliers de personnes en Occident. Ils la connaissent de façon très confuse, mais elle incarne leurs espoirs, leurs idéaux, qui sont souvent différents et parfois contradictoires. Dans la grave crise économique et morale actuelle, ils attendent de l'U.R.S.S. un leadership, des directives, une réponse à leurs incertitudes.

Il est évidemment difficile de les satisfaire. L'U.R.S.S. a sa propre tâche, qui est immense, son œuvre de construction et de défense ; et elle doit tout y consacrer : la meilleure directive qu'elle puisse donner, c'est son exemple. Elle montre la voie par sa propre activité.

Mais elle ne peut ignorer la grande responsabilité que la situation mondiale actuelle lui impose - cette responsabilité, en quelque sorte "impérative", de veiller sur les masses des autres pays qui lui ont fait confiance. Il ne suffit pas de citer les célèbres paroles de Beethoven : "O homme, aide-toi toi-même !" Ils ont besoin d'aide et de conseils.

Or, pour pouvoir le faire efficacement, il faut tenir compte du tempérament et de l'idéologie de chaque pays - je ne parlerai ici que de la France. La méconnaissance de cette idéologie de cette nature peut provoquer - en fait, elle provoque - de graves malentendus.

N'attendez pas du public en France, même des sympathisants, une telle "dialectique" de la pensée, qui est devenue une seconde nature en U.R.S.S. Par tempérament, les Français sont habitués à une logique abstraite de raisonnement en ligne droite, moins expérimentale que déductive. Il faut bien le connaître pour le surmonter. C'est un peuple, une opinion, qui a l'habitude de raisonner. Il faut toujours leur donner des raisons pour leur action.

A mon avis, dans sa politique, l'U.R.S.S. ne se préoccupe pas assez de donner à ses amis étrangers les raisons de certaines de ses actions. Elle ne manque pourtant pas de raisons justes et convaincantes.

Mais elle semble s'en désintéresser, et c'est là, je crois, une grave erreur, car cela peut conduire et conduit à des interprétations erronées ou délibérément fausses, de certains faits qui sèment la confusion parmi des milliers de ses sympathisants. C'est parce que j'ai constaté récemment cette confusion chez beaucoup de braves gens de France que je la porte à votre connaissance.

Vous nous dites que c'est le rôle de nos intellectuels et sympathisants d'expliquer ces actions. Nous ne sommes pas pleinement à la hauteur de cette tâche - et d'abord parce que nous sommes nous-mêmes mal informés : nous ne disposons pas des moyens nécessaires pour les faire comprendre et les expliquer.

Il me semble qu'il devrait y avoir en Occident un bureau de compréhension intellectuelle - un peu comme le V.O.K.S.1 - mais de caractère plus politique. Sinon, les malentendus s'accumulent et, en l'absence d'un bureau accrédité de l'U.R.S.S., il n'y a personne pour les clarifier.

On peut penser qu'il suffit de laisser la confusion se dissiper avec le temps. Mais elles ne se dissipent pas, elles se condensent. Dès le début, il faut agir et les faire se dissiper au fur et à mesure. Voici quelques exemples :

Comme il en a le droit souverain, le gouvernement de l'U.R.S.S. prend des décisions, qu'il s'agisse de sentences, de jugements dans des procès ou de lois réformant les peines habituelles. Dans certains cas, les questions ou les personnes impliquées ont suscité un intérêt et un impact général ; et pour une raison ou une autre, l'opinion étrangère est passionnée. Il serait facile d'éviter les problèmes. Pourquoi ne le faisons-nous pas ?

Vous avez eu raison de punir vigoureusement les complices de la conspiration dont Kirov a été la victime. Mais en frappant les conspirateurs, faites savoir à l'opinion publique en Europe et dans le monde l'écrasante responsabilité des condamnés. - Vous avez envoyé Victor Serge à Orenbourg pour trois ans, et c'était une affaire beaucoup moins importante ; mais pourquoi l'a-t-on laissé se développer si longtemps, pendant deux ans, dans l'opinion publique européenne ?

Serge est un écrivain français dont la valeur est établie ; je ne le connais pas personnellement, mais je suis l'ami de plusieurs de ses amis. Ils me bombardent de questions sur son exil à Orenbourg et sur le traitement qui lui est réservé. Je suis sûr que vous n'auriez pas agi de la sorte sans raisons sérieuses.

Mais pourquoi n'avez-vous pas expliqué ces raisons dès le début, aux yeux de l'opinion publique française qui clame son innocence ; il est toujours très dangereux, au pays des affaires Calas et Dreyfus², de permettre à un condamné de devenir le centre d'un mouvement de protestation générale. Autre cas d'une nature très différente : le gouvernement soviétique a promulgué une loi sur la punition des enfants criminels de plus de 12 ans. Le texte de la loi n'est pas bien connu ; et même s'il l'était, il entraîne un formidable retour de bâton.

La peine de mort semble avoir été suspendue pour ces enfants. - Je comprends bien les raisons pour lesquelles il faut inspirer la peur aux irresponsables et à ceux qui veulent profiter de cette irresponsabilité. Mais le public ne comprend pas cela. Il voit la menace faite, ou entre les mains de juges qui peuvent l'utiliser selon leur humeur. Cela peut devenir la source d'un très grand mouvement de protestation. Il est nécessaire de contrer cela sans tarder.

Enfin, j'en viens au grand malentendu actuel causé par le problème de la guerre et de l'attitude à adopter à son égard. Je pense que ce problème aurait dû être étudié depuis longtemps en France.

Il y a de nombreuses années, j'ai parlé avec Barbusse et avec mes amis communistes du danger d'une campagne inconditionnelle contre la guerre. Il me semble nécessaire d'étudier les différents cas de guerre qui peuvent se présenter et

de distinguer l'attitude à prendre face à chacun d'eux. D'après ce que je comprends, l'U.R.S.S. a besoin de la paix, elle veut la paix. Mais sa cause ne s'identifie pas au pacifisme. Dans certains cas, le pacifisme peut être une capitulation devant le fascisme, qui à son tour engendre la guerre.

A cet égard, je ne suis pas satisfait de certaines directives du mouvement émises par le Congrès international d'Amsterdam contre la guerre et le fascisme en 1932, car ses résolutions, un peu trop vagues, suscitent des doutes sur la question de la tactique contre la guerre. Actuellement, l'opinion non seulement des pacifistes français, mais de nombreux amis de l'U.R.S.S., d'esprit socialiste et presque communiste, est confuse. Elle se heurte à l'alliance militaire entre l'U.R.S.S. et le gouvernement de la démocratie impérialiste française.

Cela provoque une confusion dans les esprits. C'est une des grandes questions de dialectique et de tactique révolutionnaire à clarifier. Cela doit être fait en public, avec toute la franchise et la clarté possibles.

Voilà l'essentiel de ce que j'avais à dire. Je m'excuse d'avoir parlé trop longtemps.

Staline : Non, non ! Je suis très heureux de vous écouter. Je suis entièrement à votre disposition.

Maintenant, si je peux répondre, laissez-moi le faire sur tous les points.

Tout d'abord, sur la question de la guerre. Dans quelles conditions avons-nous conclu notre accord avec la France dans le domaine de l'aide mutuelle ?

Aujourd'hui, en Europe, dans tout le monde capitaliste, deux systèmes d'État sont apparus : un système d'États fascistes, où tout ce qui est vivant est supprimé par des moyens mécaniques ; où la classe ouvrière et sa pensée sont étouffées par des moyens mécaniques ; où l'on ne peut pas respirer - et un autre système d'État, qui sont les vestiges des temps anciens - le système des États bourgeois démocratiques.

Ces derniers seraient également disposés à étouffer le mouvement ouvrier, mais ils le font par d'autres moyens : ils ont encore un Parlement, une certaine presse libre, des partis légaux, etc.

Il y a une différence ! Il est vrai que ces démocraties pratiquent aussi des limitations de la liberté ; mais il reste quand même un certain degré de liberté, et on peut plus ou moins respirer. - Entre les deux systèmes, il y a une lutte internationale.

Et nous constatons que cette lutte s'envenime de jour en jour. Une question se pose : dans ces circonstances, le gouvernement de l'État ouvrier doit-il rester neutre et ne pas s'impliquer de quelque manière que ce soit ? - Non ! Il doit s'impliquer, parce que rester neutre faciliterait la victoire des fascistes ; et la victoire des fascistes est une menace pour l'U.R.S.S. et donc une menace pour la classe ouvrière dans le monde entier.

Mais si le gouvernement de l'U.R.S.S. devait s'impliquer dans la lutte, de quel côté devrait-il se ranger ?

Naturellement, du côté des gouvernements démocratiques bourgeois, qui ne cherchent pas à rompre la paix. C'est pourquoi l'U.R.S.S. a intérêt à ce que la France soit bien armée contre les attaques éventuelles des États agresseurs fascistes.

En nous engageant, nous nous jetons dans la balance de la lutte entre fascisme et antifascisme, entre agression et non-agression ; un poids de plus qui fait pencher la balance du côté de l'antifascisme et de la non-agression. C'est la base de notre accord avec la France.

Je parle du point de vue de l'U.R.S.S. en tant qu'État. - Mais le Parti communiste en France doit-il adopter la même position sur la question de la guerre ? - Je ne le pense pas ! En France, il n'est pas au pouvoir. En France, les capitalistes, les impérialistes sont au pouvoir ; le Parti communiste français n'est qu'un petit groupe d'opposition.

Y a-t-il une garantie que la bourgeoisie française n'utilisera pas l'armée contre la classe ouvrière française ? Certainement pas.

L'U.R.S.S. a un accord avec la France pour une assistance mutuelle contre un agresseur, contre une attaque de l'extérieur. Mais cet accord n'est pas et ne peut pas être un accord qui garantit que le gouvernement français n'utilisera pas son armée contre la classe ouvrière française.

Comme vous le voyez, la situation du parti communiste en U.R.S.S. n'est pas la même que celle du parti communiste en France. Il est évident que la position du Parti communiste en France ne peut coïncider avec celle du Parti communiste en U.R.S.S., qui est au pouvoir.

C'est pourquoi je comprends que la position du Parti communiste français doit rester, dans son essence, la même qu'avant l'accord de l'U.R.S.S. avec la France. Cela ne signifie pas pour autant que si, malgré les efforts des communistes, la guerre est imposée, les communistes doivent boycotter la guerre, saboter le travail dans les usines, etc.

Nous, bolcheviks, bien que nous ayons été contre la guerre et pour la défaite du gouvernement tsariste, n'avons jamais rejeté les armes. Nous n'avons jamais été partisans du sabotage du travail dans les usines, ni du boycott de la guerre. Au contraire, lorsque la guerre est devenue inévitable, nous sommes entrés dans l'armée, nous avons appris à tirer, à utiliser les armes ; et ensuite nous avons dirigé ces armes contre nos ennemis de classe.

Quant à la question de savoir s'il est permis à l'U.R.S.S. de conclure des accords avec des États bourgeois, cette question a été résolue de manière positive du vivant de Lénine, et à son initiative. Trotski était alors un grand partisan de cette solution ; mais maintenant il l'a manifestement oublié...

Vous avez dit que nous devrions guider nos amis de l'Ouest. Je dois dire que nous avons peur d'assumer une telle tâche. Nous ne nous chargeons pas de les guider, car il est difficile d'établir des lignes directrices pour des hommes qui vivent dans un environnement tout à fait différent, dans des conditions tout à fait différentes.

Chaque pays a ses propres conditions ; et diriger ces autres personnes depuis Moscou serait trop prétentieux de notre part. Nous nous limitons à donner les conseils les plus généraux. Sinon, nous prendrions sur nous une responsabilité que nous ne serions pas en mesure d'assumer.

Nous avons nous-mêmes fait l'expérience de ce qui se passe lorsque des étrangers dirigent de loin. Avant la guerre - ou plutôt, au début du siècle, la social-démocratie allemande était le noyau de l'Internationale social-démocrate, et nous, les Russes, étions ses disciples. À cette époque, ils ont essayé de nous diriger.

Et si nous leur avions donné l'occasion de nous diriger, nous n'aurions certainement pas eu le parti bolchevique ou la révolution de 1905 ; par conséquent, nous n'aurions pas non plus eu la révolution de 1917. La classe ouvrière de chaque pays doit avoir ses propres dirigeants communistes. Sinon, il est impossible de diriger.

Certes, si nos amis occidentaux sont mal informés des raisons des actes du gouvernement soviétique et s'ils ne savent souvent pas comment répondre à nos ennemis, cela signifie que nos amis ne savent pas non plus comment s'armer mieux que nos ennemis. Cela signifie aussi que nous n'armons pas suffisamment nos amis. Nous allons essayer d'y remédier.

Vous dites que nos ennemis lancent de nombreuses calomnies et stupidités contre le peuple soviétique sans que nous les réfutions. C'est vrai.

Toutes sortes d'absurdités et de calomnies ont été inventées par les ennemis de l'U.R.S.S. Parfois, nous sommes gênés de les réfuter, car elles sont trop fantastiques et trop manifestement absurdes. Ils écrivent, par exemple, que j'ai marché avec l'Armée rouge contre Vorochilov, que je l'ai tué ; et six mois plus tard, ils ont oublié ce qu'ils ont dit, et ils ont écrit dans le même journal que Vorochilov a marché avec l'Armée rouge contre moi et m'a tué - et à cela ils ont ajouté plus tard que Vorochilov et moi étions parvenus à un accord... Y a-t-il une raison de réfuter tout cela ?

Romain Rolland : Mais c'est précisément l'absence totale de réfutations et d'explications qui encourage cette clameur stupide et leur permet de répandre leurs calomnies.

Staline : Peut-être. Vous avez peut-être raison. Certainement, nous pourrions réagir plus agressivement contre cette clameur.

Permettez-moi maintenant de répondre à vos remarques concernant la loi sur la punition des enfants à partir de l'âge de douze ans.³ Ce décret a un sens purement pédagogique. Nous avons voulu leur inspirer la crainte, non seulement des enfants criminels (bandits), mais surtout des organisateurs de ce banditisme entre enfants. Il faut savoir que dans nos écoles, nous avons découvert des groupes de 12 à 15 enfants bandits, garçons et filles, qui tentent de tuer ou de corrompre les meilleurs élèves, les travailleurs de choc⁴.

Dans certains cas, ces groupes attirent les filles dans les maisons des adultes, ils les font boire et les tournent vers la prostitution.

Dans d'autres cas, les garçons qui apprenaient bien à l'école et qui étaient des travailleurs de choc étaient noyés dans des puits, ou blessés, ou terrorisés d'une manière ou d'une autre.

On a découvert que ces groupes de petits bandits étaient organisés et dirigés par des bandits adultes. Il est clair que le gouvernement soviétique ne pouvait pas ignorer ces crimes. Le décret a été publié pour effrayer et désorganiser les bandits adultes et protéger nos enfants contre eux. En même temps que ce décret, un autre décret interdit la vente, l'achat et la possession de couteaux et de poignards finlandais.

Romain Rolland : Mais pourquoi ne publiez-vous pas ces faits ? On pourrait ainsi comprendre les raisons de votre décret.

Staline : Ce n'est pas aussi simple que vous le pensez. En U.R.S.S. il y a encore beaucoup de gens corrompus, des policiers, des fonctionnaires tsaristes, leurs enfants, leurs parents, etc.

Ces personnes n'ont pas l'habitude de travailler, elles sont en colère, et elles constituent un terreau fertile pour toutes sortes de crimes. Nous craignons que, pour ces éléments, arrachés à leur environnement normal, la publication de ces frasques et crimes des jeunes bandits ait un effet contagieux et les pousse à des crimes similaires.

De plus, aurions-nous pu expliquer publiquement que notre décret a été pris dans une intention pédagogique (préventive), pour effrayer les éléments criminels ? Bien sûr, nous ne pouvions pas le faire, car dans ce cas, la loi aurait perdu toute force aux yeux des criminels.

Romain Rolland : C'est exact. Vous ne pouviez pas le faire.

Staline : Je dois ajouter que, jusqu'à présent, il n'y a pas eu un seul cas d'application des articles les plus sévères de ce décret sur les enfants criminels ; et j'espère qu'il n'y en aura pas.

Vous demandez pourquoi nous ne jugeons pas les criminels terroristes en public.

Prenez par exemple le cas de l'assassinat de Kirov. Peut-être avons-nous été poussés ici par le sentiment de haine qui avait surgi en nous contre les meurtriers. Kirov était un grand homme.

Les assassins de Kirov ont commis le plus odieux des crimes. Nous ne pouvions ignorer l'émotion d'un tel crime.

En vérité, les cent personnes que nous avons abattues⁵ n'avaient pas de lien direct avec les assassins de Kirov d'un point de vue légal.

Mais elles avaient été envoyées de Pologne, d'Allemagne et de Finlande par nos ennemis ; elles étaient toutes armées et avaient pour mission d'accomplir des actes de terrorisme contre les dirigeants de l'U.R.S.S. et parmi eux le camarade Kirov. Ces cent personnes, des Russes de la garde blanche, n'ont même pas pensé à nier leurs intentions terroristes devant le tribunal militaire.

"Oui, ont dit beaucoup d'entre eux, nous avons voulu et voulons éliminer les dirigeants soviétiques ; nous n'avons pas à parler avec vous ; abattez-nous si vous ne voulez pas que nous vous éliminions !".

Il nous semblait que ce serait faire trop d'honneur à ces messieurs que d'examiner leurs crimes devant un tribunal public, avec l'aide de leurs défenseurs. Nous savions qu'après l'abominable assassinat de Kirov, les criminels terroristes tenteraient de mettre à exécution leurs odieux projets contre d'autres chefs.

Afin de les en empêcher, nous avons pris sur nous le devoir désagréable d'abattre ces messieurs. Telle est la logique du pouvoir. Dans de tels cas, le pouvoir doit être fort, ferme et sans peur. Sinon, ce n'est pas un pouvoir, il ne sera pas accepté comme tel.

Les communards français⁶ n'ont pas compris cela ; ils étaient manifestement trop mous et irrésolus : c'est ce que Karl Marx leur a reproché. Et c'est pourquoi ils ont perdu et les bourgeois français ne les ont pas épargnés. C'est une leçon pour nous.

Après avoir appliqué le châtement suprême pour le meurtre de Kirov, nous ne voulions pas avoir à l'appliquer à nouveau à l'avenir. Mais malheureusement, cela ne dépend pas uniquement de nous.

Vous devez aussi considérer que nous avons des amis non seulement à l'Ouest mais aussi en U.R.S.S., et tandis que nos amis à l'Ouest nous recommandent la plus grande indulgence envers nos ennemis, nos amis en U.R.S.S. exigent la fermeté ; ils exigent, par exemple, que Zinoviev et Kamenev soient fusillés, car ils sont les inspireurs du meurtre de Kirov. Nous ne pouvons pas non plus ignorer cela.

Je voudrais attirer votre attention sur ce qui suit. Les travailleurs de l'Ouest travaillent huit, dix et douze heures par jour. Ils ont des familles, des épouses et des enfants ; ils doivent assurer leur subsistance. Ils n'ont pas le temps de lire des livres et d'en tirer des règles de conduite.

Ils ne croient pas beaucoup aux livres, car ils savent que les écrivains bourgeois les trompent souvent. C'est pourquoi ils ne croient qu'aux faits, qu'aux faits qu'ils voient eux-mêmes et qu'ils peuvent toucher de leurs mains.

Et maintenant, ces ouvriers voient qu'à l'Est de l'Europe, un nouvel État est apparu, un État ouvrier et paysan, où il n'y a plus de place pour les capitalistes et les propriétaires terriens, où le travail règne et où les ouvriers jouissent d'honneurs sans précédent.

Les travailleurs en concluent : - "On peut donc vivre sans exploiteurs. Donc la victoire du socialisme est tout à fait possible." - Ce fait, le fait de l'existence de l'U.R.S.S., est crucial pour la révolution des ouvriers dans tous les pays du monde.

Les bourgeois de tous les pays le savent, et ils haïssent l'U.R.S.S. d'une haine bestiale.

C'est précisément la raison pour laquelle la bourgeoisie de l'Ouest souhaite que nous, les dirigeants soviétiques, mourions le plus rapidement possible. C'est pourquoi ils organisent des bandes terroristes ; ils les envoient en U.R.S.S. par

l'Allemagne, la Pologne et la Finlande, sans épargner ni argent ni autres moyens pour cela...

Et ici : très récemment, nous avons découvert des éléments terroristes parmi nous au Kremlin. Nous avons une bibliothèque gouvernementale, et il y a des femmes bibliothécaires qui vont au domicile de nos camarades responsables au Kremlin pour maintenir en ordre leurs bibliothèques.

Et nous avons découvert que certaines de ces bibliothécaires étaient recrutées par nos ennemis pour mener des actes terroristes ! Il faut dire que la plupart de ces femmes sont les vestiges des classes bourgeoises et propriétaires, classes autrefois dominantes et aujourd'hui écrasées.

Et voilà que nous avons découvert que ces femmes portaient du poison sur elles, et qu'elles avaient l'intention d'empoisonner certains de nos camarades ! Bien sûr, nous les avons arrêtées ; nous ne voulions pas les abattre, mais nous les avons isolées. Voilà un fait de plus qui montre la férocité de nos ennemis et la nécessité pour le peuple soviétique d'être vigilant.

Vous voyez : la bourgeoisie se bat assez férocement contre les Soviétiques ; et puis, dans sa presse, elle crie contre la férocité du peuple soviétique. D'un côté, ils poussent sur nous des terroristes, des assassins, des bandits et des empoisonneurs ; et de l'autre, ils écrivent des articles sur l'inhumanité des bolcheviks...

Quant à Victor Serge, je ne le connais pas, et je n'ai pas l'occasion de vous en informer immédiatement.

Romain Rolland : On m'a dit qu'il avait été poursuivi pour trotskisme.

Staline : Oui, maintenant je me souviens... Ce n'était pas seulement un trotskiste, c'est une canaille, un homme malhonnête.

Il a essayé de saper le pouvoir soviétique, mais il n'a pas réussi. A son sujet, les trotskystes viennent de lancer un débat au Congrès pour la défense de la culture à Paris.

Victor Serge a maintenant été libéré à Orenbourg et je pense qu'il y travaille. Bien entendu, il n'a subi aucune torture, aucun abus, etc. Tout cela, c'est de la foutaise ! Nous n'avons pas besoin de lui, et nous pouvons le laisser partir en Europe à tout moment.

Romain Rolland : On m'a dit qu'Orenbourg est une sorte de désert.

Staline : Ce n'est pas un désert mais une belle ville. J'ai passé quatre ans en exil dans un désert, dans la région de Turukhan. Là-bas, il fait 50° à 60° de froid..... Et alors, je l'ai supporté !

Romain Rolland : Je voudrais vous dire encore deux mots sur un autre sujet qui, pour nous l'intelligentsia de l'Ouest, et pour moi surtout, revêt une importance particulière - c'est de connaître le nouvel humanisme, que vous avez proclamé, camarade Staline. Si vous vous souvenez, dans un beau discours récent, vous avez

dit que le plus précieux et le plus décisif de tous les capitaux existants dans le monde sont les gens⁷.

L'homme nouveau et la nouvelle culture qui en découle. Rien ne peut mieux gagner l'esprit du monde aux objectifs de la Révolution que de lui offrir ces grandes voies nouvelles de l'humanisme prolétarien, cette synthèse des forces de l'esprit humain.

L'héritage de Marx et d'Engels, l'aspect intellectuel, l'enrichissement de l'esprit de découverte et de création, est peut-être le moins connu en Occident ; et c'est pourtant ce qui est connu pour avoir plus d'effet sur les peuples de culture développée comme la nôtre.

Je suis heureux de constater que, très récemment, notre jeune intelligentsia a commencé à acquérir une connaissance plus grande et plus intime du marxisme.

Jusqu'à récemment, les enseignants et les historiens ont essayé de maintenir la doctrine de Marx et Engels dans l'ombre ou de la discréditer.

Mais aujourd'hui, une nouvelle tendance se dessine, même dans les universités prestigieuses. Un recueil très intéressant de conférences et de discussions vient d'être publié sous le titre "A la lumière du marxisme" sous la direction du professeur Wallon⁸ de la Sorbonne : le thème principal de ce livre est le rôle du marxisme dans la pensée scientifique aujourd'hui.

Si un tel mouvement se développe, comme je l'espère, et si nous savons propager et populariser ainsi les idées de Marx et d'Engels, il se répercutera le plus profondément dans l'idéologie de notre intelligentsia.

Staline : Notre but final, le but des marxistes, est de libérer les gens de l'exploitation et de l'oppression, et donc de rendre l'individu libre. Le capitalisme, qui enveloppe les gens dans les filets de l'exploitation, prive l'individu de cette liberté.

Sous le capitalisme, seules quelques personnes, les plus riches, peuvent devenir plus ou moins libres. La majorité des gens sous le capitalisme ne peuvent pas jouir de la liberté individuelle.

Romain Rolland : C'est clair.

Staline : En brisant les chaînes de l'exploitation, nous libérerons l'individu. Comme Engels l'a très bien dit dans l'Anti-Dühring, le communisme, lorsqu'il brisera les chaînes de l'exploitation, nous fera passer, d'un bond, du domaine de la nécessité au domaine de la liberté.

Notre tâche consiste à libérer l'individu, à développer ses capacités, à raviver en lui l'amour et l'appréciation du travail. Actuellement, nous créons des conditions de vie entièrement nouvelles, un type d'homme entièrement nouveau apparaît, le type d'homme qui aime et respecte le travail.

Nous détestons les fainéants et les paresseux ; dans les usines, ils sont enveloppés dans des sacs (littéralement "dans des morceaux de 'rogoja' [nattes]"), et emmenés dehors dans des brouettes. Le respect du travail, l'amour du travail, le travail créatif, le "travail de choc", voilà le ton prédominant de notre vie.

Les travailleurs de choc sont ceux qui sont aimés et estimés ; ils sont désormais le centre de notre nouvelle vie, de notre nouvelle culture.

Romain Rolland (debout) : C'est bien. - Je suis désolé de vous avoir retenu si longtemps.

Staline : Ne dites pas ça !

Romain Rolland : Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de parler avec vous.

Staline : Vos remerciements me laissent quelque peu perplexe. D'habitude on remercie les gens dont on n'attend rien de bon. Pensez-vous que je ne vous recevrais pas assez bien ?

Romain Rolland : Franchement, je peux vous dire que je ne suis pas habitué à cela. Nulle part je n'ai reçu un tel accueil qu'à Moscou.

Staline : Vous comptez être avec Gorki, demain 29 ?

Romain Rolland : Nous avons convenu que demain Gorki viendrait à Moscou. Nous irons avec lui dans sa datcha ; et plus tard, peut-être, j'accepterai votre offre de rester aussi un peu dans votre datcha.

Staline (souriant) : Je n'ai pas de datcha. Nous, les dirigeants soviétiques, n'avons pas de datcha. C'est juste une des nombreuses datchas de rechange qui sont la propriété de l'Etat.

Ce n'est pas moi qui vous offre cette datcha, c'est le gouvernement soviétique : Molotov, Vorochilov, Kaganovitch et moi. Vous serez très à l'aise ; il n'y a pas de tramways ni de trains. Vous pourrez bien vous reposer là-bas. La datcha est toujours à votre disposition. Et si vous le souhaitez, vous pourrez en profiter sans craindre de déranger qui que ce soit. Allez-vous assister au festival de la culture physique le 30 ?

Romain Rolland : Oui, j'aimerais bien. Je vous demande de m'en donner l'occasion. - Et peut-être me permettrez-vous, quand j'arriverai à la datcha de Gorki, ou à la datcha que vous avez la gentillesse de m'offrir, de vous revoir et de parler avec vous.

Staline : Faites-le, je vous en prie. Si vous le souhaitez, je suis à votre entière disposition, et je viendrai volontiers vous voir à la datcha. Et la possibilité pour vous d'assister au défilé sera garantie.

Texte officiel de l'interview de Staline par Romain Rolland - 1935

<> Révisé par Staline et Romain Rolland

28 juin 1935.

Source : Le texte original français est extrait de <http://www.centremlm.be/Texte-officiel-de-l-entretien-de-Staline-avec-Romain-Rolland-1935>. On peut également le trouver dans les Cahiers Romain Rolland, vol. 29, Voyage à Moscou (juin-juillet 1935), qui contient les notes complètes sur sa visite en Union soviétique en 1935.

Traduit du français par George Gruenthal.

Notes de fin d'ouvrage :

1) Société de l'Union pour les relations culturelles avec l'étranger.

2) Alfred Dreyfus était un capitaine d'artillerie juif de l'armée française qui a été faussement condamné en 1894 pour avoir transmis des secrets militaires aux Allemands. Il n'a été disculpé qu'en 1904.

Jean Calas était un marchand protestant qui a été exécuté en 1762 après avoir été condamné à tort pour le meurtre d'un de ses fils qui s'était ouvertement converti au catholicisme. Il a été exonéré à titre posthume après que son cas ait été repris par l'écrivain français Voltaire, qui était un défenseur de la liberté de religion.

3) Cette loi abaisse à 12 ans l'âge de la responsabilité pénale pour certains crimes graves. Pour une étude intéressante des lois soviétiques relatives aux enfants, voir l'article de John N. Hazard dans la *University of Chicago Law Review*, volume 5, numéro 3, article 7 (1938), en particulier les pages 442-444, disponible à l'adresse : <http://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1567&context=uclev>, en particulier les pages 19-21 du pdf.

4) Titres décernés aux héros du travail socialiste en Union soviétique.

5) "Les personnes récemment exécutées dans diverses villes d'URSS en vertu de sentences imposées par les tribunaux ont été jugées coupables de la planification et de l'exécution d'actes de terrorisme. La majorité d'entre elles sont entrées illégalement en Union soviétique depuis l'étranger, et ont été trouvées en possession de bombes, de grenades, de revolvers et d'autres armes. Devant le tribunal, ils ont ouvertement admis qu'ils étaient des ennemis de l'Union soviétique et ont avoué avoir perpétré les crimes dont ils étaient accusés". (Ivan Maisky ; Déclaration sur le procès et l'exécution des terroristes (2 janvier 1935), in : Jane Degras (Ed.) : 'Soviet Documents on Foreign Policy', Volume 3 ; Londres ; 1953 ; p. 100). Maisky était l'ambassadeur soviétique à Londres à l'époque.

6) Membres de la Commune de Paris de 1871. Tout en louant leur héroïsme dans le renversement du gouvernement bourgeois de Paris, Marx et Engels leur reprochaient de ne pas avoir saisi la Banque de France et de ne pas avoir marché sur le siège de la contre-révolution à Versailles. La Commune a été vaincue après une période de 72 jours. Voir Marx : *La guerre civile en France*, et l'introduction d'Engels à l'édition de 1891.

7) La référence est le discours de Staline aux diplômés des académies de l'Armée rouge du 6 mai 1935.

8) Henri Wallon "A la lumière du marxisme"

Cliquez ici pour revenir à l'index de septembre 2017.